

Troubles anxio-dépressifs dans l'Est-du-Québec

Parmi les régions les plus touchées

pages 8-9

Photo courtoisie



Mis K.O. par
l'immigration

page 7

Photo courtoisie - Josée Bolduc



Les Vikings
sont rois
et maîtres

page 15

Photo fournie par les Vikings du Rocher

Ces lumières **BRISENT LA MAGIE**



**Ne troquez pas les lumières de Noël scintillantes
contre des gyrophares.**

Conduire avec les facultés affaiblies, c'est tout sauf brillant!

Pit Caribou : deux prix en Belgique

La microbrasserie Pit Caribou réussit une fois de plus à se démarquer sur la scène mondiale avec l'obtention de deux autres prix d'or au plus récent Brussels Beer Challenge.

Nelson Sergerie

Dans la catégorie bière de spécialité Barley Wine, la Chalumeau a remporté l'or. Celle-ci est faite de vin d'orge d'inspiration anglaise, mûrie dans des barils de sirop d'érable caramélisés à la flamme.

La deuxième médaille a été remise à la Gaspésienne no. 13 dans la catégorie Porter, un titre qu'elle avait déjà obtenu en 2021 et 2020.

Pour pouvoir participer à cette 14^e édition, les participants devaient déboursier 190 euros – l'équivalent de 310 \$ canadiens – et envoyer une série d'échantillons.

Plus de 1700 bières provenant de 35 pays étaient en compétition cette année dans une centaine de catégories. En 2024, Pit Caribou avait remporté quatre médailles dont l'or avec la Gose du Barachois, ainsi que l'argent avec la Bonne aventure, la Kriek Porter et la IPA sans alcool. La Gose avait aussi remporté une médaille d'argent en 2022. Six autres prix ont été récoltés depuis 2018 à ce concours par Pit Caribou.



Photo Pit Caribou

Complexe hôtelier de la côte Surprise à Percé Un bâtiment devra être déplacé



Un bâtiment du complexe hôtelier de la côte Surprise est menacé de façon imminente par des mouvements de sol. Photo Jean-Philippe Thibault

À l'instar de la villa Frederick-James qui a dû être déplacée pour l'éloigner des ravages de l'érosion côtière, voilà qu'un des bâtiments du complexe hôtelier de la côte Surprise à Percé devra subir le même sort pour les mêmes raisons.

Nelson Sergerie

L'arrondissement historique est sensible à l'érosion depuis une quinzaine d'années, notamment en raison des tempêtes de plus en plus fortes qui fragilisent le littoral.

« Le ministère [...] a constaté des chutes de matières. »

– Daniel Leboeuf, maire de Percé

« Le ministère de la Sécurité publique surveille cet édifice depuis le début des années 2020 et ils ont perçu des failles. En 2025, ils ont constaté des chutes de matière qui mettent en danger un des trois bâtiments », explique le maire, Daniel Leboeuf.

Les propriétaires des lieux sur la côte Surprise se tournent ainsi vers un programme du ministère pour reculer

le bâtiment. Le 28 février 2024, des experts en géotechnique ont conclu qu'il était menacé de façon imminente par des mouvements de sol.

« J'espère que ça ne leur coûtera pas 25 millions », lance en boutade l'élus en faisant référence aux coûts de restauration de la villa Frederick-James, à l'autre extrémité de l'arrondissement naturel et de la côte Surprise.

Recharge de plage

Concernant la protection de l'Anse du Sud, le maire poursuit par ailleurs ses démarches depuis sa première élection en novembre 2024. « Ça avance tranquillement. Ils sont allés en appel d'offres pour modéliser les données scientifiques. Par la suite, ce sera les plans et devis et il n'y aura pas d'intervention avant 2027 à moins d'une urgence », précise-t-il.

La première recharge avait été faite en 2017. De nouveaux travaux avaient ensuite été réalisés en 2022. Une autre recharge avait été nécessaire en 2023, dans le cadre d'une mesure d'urgence à la suite d'intempéries.

L'étude se penche sur les mouvements marins et géologiques de la plage pour déterminer si le modèle de recharge est à réviser. L'objectif ultime est de s'assurer que la future recharge dure au moins 15 ans.

Concernant l'Anse du Nord, également sensible à l'érosion, le manque d'argent de Québec retarde le projet. « C'est encore valide, mais l'enveloppe est vide en 2025. On va voir en 2026. Cette année, Maria en avait besoin plus que nous. À un moment donné, avec la hausse du niveau de la mer, ils vont tous devenir prioritaires. Est-ce que les budgets suivront la hausse du niveau de la mer? Il va y en avoir qui vont se retrouver le bec à l'eau », estime Daniel Leboeuf.

Sur la plage de Coin-du-Banc, des pilotis en bois ont été restaurés en 2023 et 2024 près de la voie ferrée. « Ce n'est pas des structures éternelles. Il faudra peut-être en restaurer des bouts. Ça ne coûtera pas 25 millions », conclut l'élus.



Le maire de Percé, Daniel Leboeuf. Photo Nelson Sergerie

Pas de formation à l'enfance cet automne

Alors qu'une offensive est menée (voir texte de droite) pour attirer des travailleurs de la petite enfance en Gaspésie, la formation collégiale 2.0 pour diplômer des éducatrices à l'enfance a dû être annulée au campus de Gaspé.

Jean-Philippe Thibault

Le programme Techniques d'éducation à l'enfance devait être relancé cet automne, après avoir été donné une dernière fois en 2021.

Seulement deux personnes ont cependant levé la main pour y participer, alors qu'il en fallait au moins sept pour démarrer la cohorte. L'information a été rapportée initialement par CHAU.

La direction des études au Cégep de la Gaspésie et des Îles ne baisse pas les bras et tentera de nouveau d'offrir la formation à l'automne prochain.

L'organisation avait pourtant mis les bouchées doubles avec un partenariat avec les CPE de La Côte-de-Gaspé pour rémunérer les futures éducatrices lors de deux stages, tout en leur garantissant un emploi à temps partiel pendant leurs études, et à temps plein pendant l'été.

Les incitatifs n'auront cependant pas porté fruit, malheureusement.



Photo Nelson Sergerie

Stratégie Vivre en Gaspésie

Offensive de recrutement en petite enfance

Vivre en Gaspésie lance une campagne de recrutement ciblé qui s'adresse aux personnes qui désirent travailler dans le domaine de la petite enfance.

Jean-Philippe Thibault

L'offensive vise notamment les centres urbains et culmine avec deux événements virtuels pour faire mieux connaître les réalités d'une carrière en petite enfance dans la région.

L'organisation indique que cet automne marque une transition pour Vivre en Gaspésie, qui se positionne dorénavant stratégiquement sur une formule de recrutement en continu pour des métiers jugés prioritaires en matière de besoins de main-d'œuvre.

« On troque les campagnes nationales de notoriété pour des campagnes nationales ciblées dans des domaines d'emploi en forte demande dans la région, explique Danik O'Connor, le directeur de la Stratégie Vivre en Gaspésie. Non seulement c'est stratégique, mais c'est aussi un excellent moyen de mettre à profit notre expertise en marketing et en recrutement pour aider les employeurs d'ici. Et on commence ça en force avec les CPE et les bureaux coordonnateurs. »

Le *Soir* rapportait récemment que les 71 nouvelles places en garderie à Chandler ne sont toujours pas toutes disponibles. Un an après l'ouverture de la nouvelle installation près du centre-ville, le manque d'éducatrices à la petite enfance demeure criant. Seulement 16 enfants ont pu être accueillis à la rentrée de septembre. Il manquerait par ailleurs plus de 115 places en garderie dans La Côte-de-Gaspé et Rocher-Percé selon le site Zéro Place.

Des événements virtuels

Deux séances virtuelles ont eu lieu les 19 et 20 novembre. Le but était de transmettre de l'information sur les réalités de ce milieu de travail et du mode de vie en Gaspésie. Des personnes qui travaillent en petite enfance ont notamment livré un



L'offensive de Vivre en Gaspésie tentera de dénicher des perles rares en petite enfance. Photo Jean-Philippe Thibault

témoignage pour raconter leur expérience de travail et d'établissement dans la région.

« On troque les campagnes nationales de notoriété pour des campagnes nationales ciblées dans des domaines d'emploi en forte demande dans la région. »

— Danik O'Connor, directeur de Vivre en Gaspésie

« Il s'agit d'une excellente occasion de créer un premier contact avec des employeurs et pour jaser avec de nouveaux arrivants de ce domaine qui ont fait le choix de vivre en Gaspésie, précise la responsable de ce projet, Catherine Landry. On souhaite créer des échanges entre les participants dans une ambiance accueillante, à l'image de la Gaspésie. » Neuf CPE et bureaux coordonnateurs participent aux événements numériques de la petite enfance.

Matches professionnels

Sur son site Web, Vivre en Gaspésie a par ailleurs deux outils technologiques qui facilitent la recherche d'emploi et le recrutement des employeurs. D'abord, son répertoire des emplois qui compte actuellement plus de 200 postes affichés. Cette interface intègre automatiquement les offres d'emploi qui proviennent des principaux sites d'affichage permettant d'avoir accès au plus grand éventail de postes à combler dans la région. L'autre outil numérique disponible est la plateforme de « matches » professionnels, une base de données qui sert à faire le lien entre les employeurs de la Gaspésie et les personnes en recherche d'emploi en créant des correspondances entre les profils.



Une maman et son enfant toujours à la recherche d'une place en garderie Photo Emilie Caron-wart

Autre étape majeure pour l'éolien

Une autre entente majeure est conclue entre Hydro-Québec et l'Alliance de l'énergie de l'Est. Cette fois, elle vise jusqu'à 1500 mégawatts (MW) d'énergie éolienne dans l'ouest du Bas-Saint-Laurent et les MRC de L'Islet et de Montmagny.

Nelson Sergerie

L'annonce s'est faite en grande pompe à Cacouna en présence notamment de François Legault, du chef de la Première Nation Wolastoqiyik Wampanoag, Jacques Tremblay, ainsi que la PDG d'Hydro-Québec, Claudine Bouchard.

C'est le même genre d'annonce que celle faite en août à Gaspé pour annoncer un développement possible de 6000 MW entre Hydro-Québec, l'Alliance et les trois communautés mi'gmaq de la Gaspésie.

«C'est 1500 mégawatts qui ont été identifiés sur le territoire Wetsok. Le potentiel sera évalué. Les prochaines années le confirmeront», explique le président de l'Alliance, Michel Lagacé.

Au total, celle-ci, Hydro-Québec et les différentes communautés autochtones ont l'équivalent de 8500 MW à développer. Le partenariat représente des investissements pouvant aller jusqu'à 4,5 milliards de dollars dans les régions et territoires ancestraux ciblés. Le tout permettra notamment la création d'emplois, la formation de la main-d'œuvre et la diversification des revenus des communautés et des municipalités.

L'entente prévoit en outre un partenariat égalitaire entre Hydro-Québec et l'Alliance de l'énergie de l'Est pour les éventuels projets éoliens qui en découleront.



Tout le gratin était réuni à Cacouna pour cette annonce. Photo Lou Landry

Les partenaires disent vouloir adopter une démarche structurée visant à assurer une croissance responsable de la filière, tout en tenant compte de l'évolution du réseau de transport. Avec les 8500 MW identifiés, Michel Lagacé indique qu'un immense travail a été fait.

«Est-ce qu'il en reste? Je dirais que peut-être dans les prochaines décennies, on en découvrira davantage. Mais je pense qu'on a fait le tour du jardin en ce qui concerne le potentiel.»

Encore des pales importées de Chine

Les 171 pales nécessaires au parc éolien Des Neiges au nord du mont Sainte-Anne arriveront directement de la Chine.

Jean-Philippe Thibault

L'information a initialement été rapportée par *La Presse* et a semé un certain émoi alors que le Québec est capable de produire ses propres pales (l'usine de LM Wind Power à Gaspé

est la seule du genre au Canada).

L'importation de pales chinoises dans la province n'est pourtant pas nouvelle. En février, le gouvernement a approuvé la construction du parc éolien Mesgig Ugju's'n 2, dans l'arrière-pays d'Escuminac. Toutes les composantes – dont les 57 pales – proviennent de l'Asie. Celles-ci arrivent incidemment de l'Inde et de la Chine. Aucune exigence de

contenu local n'avait été décrétée. L'affaire avait été documentée en Gaspésie, mais ne s'était pas frayé de chemin jusqu'aux médias nationaux.

«Aucun fabricant local n'était en mesure de fournir les pales requises pour ce projet, ce qui explique le choix de Nordex [un manufacturier allemand] de s'approvisionner à l'international pour cette composante, plus spécifiquement en Asie», expliquait Katheryne Coulombe de chez Boralex auprès de *La Presse*.

Pas de pales hivernales à Gaspé?

Hydro-Québec et sa présidente-directrice générale ont ensuite indiqué que les pales fabriquées à Gaspé étaient incompatibles avec le modèle québécois, notamment en raison du froid. Ce qui n'est pas faux.

Selon des sources fiables contactées par *Le Soir*, le propriétaire de LM Wind Power, GE Vernova, n'aurait actuellement ni les équipements adéquats pour le dégivrage des

pales ni la main-d'œuvre qualifiée nécessaire. Incidemment, l'usine ne rencontrerait pas les standards requis par Hydro-Québec pour des parcs éoliens hivernaux. Quant à savoir si l'entreprise prévoit profiter de la manne annoncée au Québec, c'est toujours le silence radio du côté de la haute direction de GE Vernova.

La compagnie a par ailleurs congédié le tiers des employés restants à ses bureaux au Danemark (59 sur 90), selon une lettre de la direction obtenue par le média local *Ingeniøren*. «Le marché des pales n'est plus ce qu'il était. Les clients ont annulé des commandes et/ou transféré leurs volumes de production vers leurs propres usines, tandis que d'autres refusent de payer des prix permettant de gérer une entreprise durable et rentable», pouvait-on lire dans la missive.

LM Wind Power a perdu 348 millions d'euros (565 millions de dollars canadiens) dans la dernière année, selon le média spécialisé *Energywatch*.



L'usine de LM Wind Power à Gaspé est la seule à fabriquer des pales au Canada. Photo Jean-Philippe Thibault



Le Québec en mouvement politique

Le monde politique québécois est en pleine effervescence. La CAQ, jadis triomphante, bat aujourd'hui de l'aile. Ce qui l'a propulsée au pouvoir semble désormais être la cause de sa chute.

François Legault a échoué là où l'on croyait qu'il serait l'homme de la situation. Le manque de vision en matière d'investissements a mené son parti droit vers le désastre. Gouverner en espérant frapper des coups de circuit à chaque fois n'a rien de stratégique. Ces déboires entraînent un effet de rebond. Le Parti québécois, qu'on croyait moribond, reprend vie et c'est une bonne nouvelle. La démocratie se nourrit de pluralité et voir plus de deux partis réellement actifs est un privilège.



François Legault, Pablo Rodriguez et Paul Saint-Pierre Plamondon Photos courtoisie

«La démocratie se nourrit de pluralité et voir plus de deux partis réellement actifs est un privilège.»

des référendums, car ils craignent l'insécurité politique.

La CAQ, de son côté, voulait incarner le renouveau québécois dans un Canada uni. On pouvait rêver d'un Québec suffisamment fort économiquement pour «acheter» le reste du pays et le revendre à crédit. Mais avec Legault, ce scénario tient de la fantaisie. Le parti est trop centralisé autour de son chef. Mise à part quelques figures comme Christian Dubé ou Geneviève Guilbault, les autres ont eu peu d'influence réelle. La CAQ risque de disparaître avec Legault.

L'autre option

Face à cela, le Parti québécois demeure l'autre option. Son identité est solidement ancrée, soit de faire du Québec un pays. En 1980, sa

force reposait surtout sur l'identité francophone. Aujourd'hui, en 2025, il peut compter sur bien davantage. La langue reste prioritaire, mais le Québec a acquis une maturité nouvelle.

L'instruction est accessible à tous, l'ingénierie et les affaires se sont affirmées, la culture québécoise s'exporte, et nos ressources naturelles jouissent d'une reconnaissance internationale. Bref, nous avons désormais une identité et un savoir-faire de calibre mondial. Rien ne semble hors de portée.

Ce qui nous freine, ce sont les lois et la législation fédérale. Comment contrôler nos exportations, transformer le fleuve en véritable porte vers l'Europe, gérer notre industrie minière ou notre immigration, si nous ne tenons pas le volant? L'im-

migration est essentielle, surtout dans un contexte de dénatalité et de grave pénurie de main-d'œuvre. Mais tant que le contrôle demeurera à Ottawa, qui semble vouloir nous diluer, nous ne pourrions progresser pleinement.

Poser les fondations

Un pays se bâtit comme une maison : il faut en poser les fondations soi-même. Le Québec est rendu à cette étape. L'idée peut inquiéter, mais le véritable danger serait de ne rien faire. Car si nous restons immobiles, nous risquons de devenir des étrangers chez nous.

Et ce jour-là, nous comprendrons que ce n'est pas seulement la langue qui nous distingue, mais bien notre identité tout entière.

Victime des mesures sur l'immigration

Vince Gaze, un immigrant de l'île de la Réunion, devra faire ses valises et rentrer à la maison après un séjour de huit ans dans l'Est-du-Québec.



Dominique Fortier
dfortier@lesoir.ca

En 2017, Vincent posait sa candidature pour venir étudier au Québec. Cette dernière fut approuvée et dès l'année suivante, le jeune homme sautait dans l'avion à destination de Rimouski. Après un an, il décidait de se réorienter en multimédia. Il a donc porté son baluchon jusqu'à Matane où sa nouvelle vie allait débuter.

Pendant ses trois années d'études, Vincent s'est fait des amis et a développé un sentiment d'attachement envers sa ville d'adoption. Il s'est même joint au club de boxe de Matane où il est rapidement devenu un redoutable pugiliste. « Lorsque j'ai obtenu mon diplôme de fin d'études collégiales, j'ai pu avoir un permis de

travail ouvert qui me permettait de travailler un peu partout. Il était d'une durée de trois ans. »

Le néo-Matanais a donc bossé dans différents boulots. La prochaine étape de son parcours d'immigration était d'obtenir sa résidence permanente. Les deux façons de l'obtenir étaient par le biais du programme de l'expérience québécoise qui s'adresse aux travailleurs étrangers temporaires ou aux étudiants diplômés du Québec. « Je me suis renseigné et on m'a dit qu'en raison de mon diplôme, ça serait relativement facile. »

Revirement de situation

Ce qui devait s'avérer être une simple formalité administrative est rapidement devenu une douche d'eau glaciale. « En 2024, alors que je préparais mon dossier, j'apprends aux nouvelles que le gouvernement du Québec suspend le programme de l'expérience québécoise. Cette décision a été soudaine et dès le lendemain,



Vincent Gaze a développé une passion pour la boxe.
Photo courtoisie - Josée Bolduc

on ne pouvait plus soumettre aucune demande. Donc, le dossier que je montais depuis maintenant un mois ne servait plus à rien », déplore-t-il.

Devant ce revirement de situation inattendu, Vincent Gaze se tourne vers d'autres options. Celle qui semble la plus viable est le programme pour les travailleurs étrangers. Or, pour être admissible, il faut avoir travaillé au moins deux ans dans une catégorie de métier déjà ciblée par le gouvernement. On parle notamment de postes de gestionnaires et autres métiers spécialisés.

Des portes qui se ferment

Le problème est que Vincent ne travaillait pas dans un métier ciblé par le programme de travailleurs étrangers. « Je venais de compléter le Cégep, donc j'ai fait plusieurs petits boulots qui ne cadraient pas dans ces catégories. Par la suite, j'ai été embauché chez Toujours Dimanche et j'ai éventuellement obtenu un poste de gestion. Je croyais donc avoir rempli les exigences, mais après révision de mon dossier, on m'apprend que je n'ai que 22 des 24 mois requis pour me qualifier au programme. C'était donc une autre porte qui se fermait. »



Vincent Gaze a rapidement adopté Matane comme terre d'accueil. Photo Dominique Fortier

Voyant les options devenir de plus en plus minces, Vincent partage sa situation sur les réseaux sociaux. À ce moment, les députés Alexis Deschênes et Pascal Bérubé l'ont contacté.

Dominique Fortier

« Au début, ça semblait encourageant puisque le conseiller de Pascal Bérubé m'a dit qu'il y avait possiblement quelque chose à faire. Malheureusement, un peu plus d'une semaine plus tard, il m'apprenait que ses démarches n'avaient pas été fructueuses puisque la fin du programme

avait été décrétée dans le cadre d'une loi, ce qui réduisait considérablement sa marge de manœuvre. »

Une autre option aurait été d'obtenir un permis de travail fermé, mais malheureusement, le gouvernement a abaissé les quotas de travailleurs étrangers. Conséquemment, l'employeur de Vincent avait déjà atteint le nombre maximal de travailleurs étrangers.

Devant ce nouveau revers, le jeune homme voit le temps filer puisque son permis de travail prend fin le 17 décembre. À ce point, la seule option est de rentrer à la maison. « Ça m'a franchement dégoûté puisque j'ai sacrifié beaucoup pour venir ici. Ça fait huit ans que je suis ici. J'ai étudié, j'ai travaillé et j'ai contribué à la communauté et du jour au lendemain, on me dit que je n'ai plus le droit de vivre ici. »

Vincent ne comprend pas la mentalité du gouvernement. « On entend partout qu'on veut peupler les régions. Moi, je suis là, j'adore Matane mais on me dit que ce n'est plus possible. Ils jouent avec la vie des gens. »

C'est donc la fin du parcours de Vincent Gaze en sol matanais. « Du jour au lendemain, j'ai dû changer ma vision de la vie. J'ai d'ailleurs eu beaucoup de messages de soutien depuis que la nouvelle est tombée. C'est une des raisons pour laquelle j'adore Matane. C'est une ville incroyable avec des gens incroyables. »

Le 17 décembre sera officiellement sa dernière journée de travail. Par la suite, il devra faire ses bagages et quitter le Canada. « Pour l'instant, je ne sais pas ce que je vais faire à mon retour à la Réunion. Je vais réessayer de refaire ma vie là-bas. Au moins, je vais retrouver mes proches et ma famille », conclut-il.

Plus stressant de vivre dans l'Est-du-Québec qu'à Montréal

Détresse en région : écarts inexpliqués

Une question demeure : pourquoi la proportion de personnes ayant des problèmes de santé mentale est-elle plus élevée en région ?

Bruno St-Pierre



À première vue, vivre dans une grande ville semble plus stressant qu'habiter un village tranquille du Bas-Saint-Laurent ou de la Gaspésie. Pour l'instant, la réponse n'est pas connue.

« Il peut y avoir des facteurs aggravants pour la santé mentale, souvent liés au contexte socioéconomique. Est-ce qu'il y aurait des écarts plus grands dans les régions par rapport à Montréal ? C'est une possibilité.

Les inégalités sociales peuvent aussi jouer un rôle, tout comme la qualité des milieux de vie. L'isolement et la solitude sont également des facteurs à considérer », estime la conseillère scientifique à l'Institut national de santé publique du Québec, Marie-Hélène Lussier.

Accès aux soins

Elle évoque aussi l'accès aux soins

pour expliquer l'écart entre les régions et les grands centres. Le portrait est établi à partir des diagnostics d'anxiété et de dépression inscrits au dossier des patients. Les citoyens des régions pourraient avoir plus facilement accès à un médecin, ou du moins être plus portés à consulter pour des troubles anxio-dépressifs.

Pour le moment, l'Institut national de santé publique ne prévoit pas pousser davantage la recherche sur la prévalence des troubles anxio-dépressifs recensés dans l'Est-du-Québec. Le rôle de l'organisme est de publier des indicateurs de santé, et que ce sont ensuite les régions qui doivent aller plus loin.

« Souvent, les directions régionales de santé publique, lorsqu'elles constatent un écart entre certains indicateurs et ceux d'autres régions, vont chercher à comprendre pourquoi. Mais il y a tellement d'indicateurs que c'est une question de priorités », souligne l'intervenante à Santé mentale Québec – Bas-Saint-Laurent, Kathy Chénard.

Notre demande d'entrevue à la Direction régionale de santé publique est restée sans réponse. Le psychiatre et médecin-conseil Roger Turmel n'a pas souhaité commenter la situation. Il a toutefois confirmé qu'il existe des hypothèses, mais que la question demeure sans réponse.

Pourcentage de la population ayant reçu un diagnostic de troubles anxio-dépressifs (en 2023-2024)

Régions du Québec	Pourcentage %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	8 %
Bas-Saint-Laurent	7,7 %
Abitibi-Témiscamingue	7,6 %
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7,5 %
Estrie	7 %
Capitale-Nationale	7 %
Lanaudière	6,5 %
Côte-Nord	6,4 %
Montérégie	6,2 %
Mauricie et Centre-du-Québec	6 %
Laval	5,8 %
Montréal	5,7 %
Laurentides	5,6 %
Chaudières-Appalaches	5,5 %
Moyenne québécoise	6 %

Source : Système intégré de surveillance des maladies chroniques du Québec (SISMACQ), Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)

Proportion de la population atteinte de troubles anxio-dépressifs, selon l'âge, au Québec

Genre	Âge	Pourcentage %
Féminin	1 à 17 ans	3,3 %
	18 à 64 ans	9,6 %
	65 ans et plus	6,7 %
Masculin	1 à 17 ans	1,6 %
	18 à 64 ans	5,2 %
	65 ans et plus	3,8 %

Source : Système intégré de surveillance des maladies chroniques du Québec (SISMACQ), Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)



Selon l'Institut national de santé publique, une femme sur 10 au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie souffre de problèmes de santé mentale. Photo courtoisie

Troubles anxio-dépressifs

L'Est-du-Québec frappé de plein fouet

Le Bas-Saint-Laurent arrive au deuxième rang au Québec pour la prévalence des troubles anxio-dépressifs, suivi de près par la Gaspésie, en quatrième position. Près de huit personnes sur 100 en souffrent dans l'Est-du-Québec.

Bruno St-Pierre

Les plus récentes statistiques de l'Institut national de santé publique démontrent que les citoyens des régions font face à davantage de problèmes de santé mentale que les habitants des grands centres urbains.

Le fait que les femmes soient plus susceptibles de souffrir de troubles anxio-dépressifs était déjà bien connu. Par contre, que les citoyens de régions comme le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay ou la Gaspésie soient plus nombreux à vivre avec ce type de problèmes surprend.

En 2023-2024, près de 14 700 personnes, soit 7,7 % de la population du Bas-Saint-Laurent, avaient un diagnostic de trouble anxio-dépressif. En Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, 6 400 personnes sont atteintes, soit 7,5 % de la population. C'est nettement plus que la moyenne provinciale,

qui s'établit à 6,1 %. Ces problèmes de santé mentale regroupent une vaste gamme de conditions, comme l'anxiété généralisée ou sociale, la dépression, les troubles bipolaires, les troubles de panique, les troubles obsessionnels compulsifs ou encore le stress post-traumatique.

Le classement révèle que le Saguenay-Lac-Saint-Jean arrive en première place avec 8 % de ses citoyens atteints d'un diagnostic de trouble anxio-dépressif. L'Abitibi-Témiscamingue se glisse au 3^e rang entre le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie. Des régions plus peuplées, comme l'Estrie, la Capitale-Nationale, Laval et Montréal, se situent respectivement aux 5^e, 6^e, 11^e et 12^e positions. Chaudière-Appalaches recense 5,5 % de ses résidents atteints, au dernier rang sur les 14 régions inventoriées.

Surtout les femmes

Selon l'Institut national de santé publique, une femme sur 10, dans les deux régions, souffre de problèmes de santé mentale au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. Chez les hommes, la proportion est deux fois moindre. La situation est particulièrement préoccupante chez les jeunes. Au secondaire, globalement, un élève sur cinq souffre d'anxiété.

« Peu importe qu'il y ait un diagnostic ou non, nous sommes tous humains à la base, donc il y a des habitudes de vie qui vont favoriser le bien-être et d'autres qui vont nous rendre plus vulnérables », explique l'intervenante à Santé mentale Québec – Bas-Saint-Laurent, Kathy Chénard.

Il est difficile d'identifier une seule cause aux troubles anxio-dépressifs. « Il y a des facteurs individuels : comment j'ai vécu ma vie, quelles sont mes expériences, mon bagage traumatique. Certaines personnes sont plus anxieuses à la base. La société dans laquelle on vit aussi : le rythme rapide, le stress lié au logement, aux difficultés financières. Ça va même jusqu'à la politique internationale comme facteur déclencheur d'anxiété », indique madame Chénard.

Par le portrait réel

Selon elle, la somme des diagnostics ne reflète pas le portrait réel de la santé mentale de la population. « Une personne peut avoir un diagnostic, être soignée et très bien fonctionner, alors que d'autres ne sont pas suivies par un médecin et vont très mal. Tout le monde peut dire : je vis de l'anxiété. C'est un peu la maladie du siècle, on en parle beaucoup. Ça amène plus de personnes à consulter et à prendre soin de leur santé mentale. »



La conseillère scientifique à l'Institut national de santé publique du Québec, Marie-Hélène Lussier Photo courtoisie

Nouveautés pour jouer durant les fêtes

Le père Noël du jeu de société, Marc Fournier, était de passage dans les bureaux du journal *Le Soir* dernièrement pour discuter des tendances de 2025 et parler des nouveautés des Éditions Gladius, dont il est le président et fondateur.

Annie Levasseur

L'industrie se porte bien, selon monsieur Fournier. Autant les enfants que les adultes peuvent y trouver leur compte.

«Il y a eu un gros regain qui n'a pas diminué depuis la pandémie. Ça allait très bien même avant. Il y a tellement de choix et de façons de jouer. Il y a un jeu, quelque part, qui va plaire à tout le monde. Par contre, le marché est envahi de jeux qui viennent de partout sur la planète. C'est plus difficile de se démarquer pour les fabricants», exprime Marc Fournier.

Depuis environ huit ans, les jeux pour les 16 ans et les 18 ans et plus ont la cote chez Gladius. «Pour le jeu *T'aimes-tu ça?*, l'édition 18 ans et plus se vend plus que la régulière. C'est la même chose pour *Ent'nous autres!* Sinon, chez les jeunes filles de 6 à 12 ans, la collection *Nebulous Stars* est extrêmement populaire. Nous avons aussi les jeux de magie de Luc Langevin qui sont très demandés», souligne monsieur Fournier.

Concepteur, fabricant et distribu-

teur, Gladius part d'une idée pour la mettre en marché. Basée à Lévis, l'entreprise compte une trentaine d'employés. Elle propose une dizaine de nouveautés par année, mais aimerait en développer entre 20 et 30. «Les gens recherchent énormément la nouveauté. À travers ça, il y a des classiques, comme le *Yum*, dont nous détenons la licence, que nous pouvons renouveler au fil des années.»

Magie et hockey

Parmi les 10 nouveautés de 2025, Gladius offre les jeux *Deviens un incroyable magicien* et *Deviens maître de l'évasion* de la collection créée en collaboration avec l'illusionniste Luc Langevin. «C'est une belle collaboration parce que Luc s'implique grandement. Il a enregistré des vidéos qui sont accessibles avec des codes QR. On le voit exécuter le tour et il explique comment le faire. On n'a pas besoin de lire des instructions qui ne finissent plus. Selon l'âge, on peut cibler lequel est meilleur dans la collection», explique le président.

L'humoriste et animateur Jean-François Baril collabore également avec Gladius pour offrir, cette année, *Hockey Superstar*. Un jeu à deux joueurs qui s'adresse aux huit ans et plus. «C'est également une collaboration avec la Ligue de hockey junior Maritimes Québec et les restaurants Normandin. Dans la première partie, c'est un repêchage. On doit miser



Le fondateur et président de Gladius, Marc Fournier. Photo Annie Levasseur

sur les joueurs qu'on veut pour faire notre équipe et c'est un jeu de hasard. Ensuite, on s'affronte et la partie devient stratégique», indique monsieur Fournier.

Traître dans le groupe

Le créateur de jeux de société propose également des nouveautés pour adultes, dont *Mythos – Une invitation de Dracula* de Bryan Perro, l'auteur d'*Amos Daragon*. «C'est comme un meurtre et mystère. Il faut être huit joueurs de 16 ans et plus. Ils arrivent déguisés à la soirée et il y a un traître

dans le groupe qui n'est pas un vampire. Il faut le démasquer. Nous avons aussi le classique *La Boulette 18+*, le jeu à boire *Pitoune et couleuvres* et *Raconte-moi une histoire*.»

Les jeux de cartes *Track 10 – La suite infernale* ainsi que *Pigeons et Dragons*, *L'éveil des sang-dragons 2* et *Jok-R-Umy du Mont-Dragon* (inspirés des romans du même nom), *Pandaland* et *Le Tricheur – Édition : Les p'tites vites* sont les autres nouveautés à offrir pour Noël.

La Ressource : Piché, Robitaille et Carmen confirmés

Le «Spectacle Événement» du 29^e Téléradiophon de La Ressource d'aide aux personnes handicapées du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine se tiendra le samedi 17 janvier 2026, à 19 h 30, à la Salle Desjardins de Rimouski.

Véronique Bossé

L'événement aura pour thème «Pour aider l' monde!». Encore cette année, le spectacle sera sous la direction artistique de Nelson Minville. Il réu-

nira sur scène Paul Piché, Andréanne A. Malette, Damien Robitaille, Marie Carmen, Jeanne Côté, ainsi qu'un membre de La Ressource, Philippe Côté. Le Bizz Bizz Band sera également de retour cette année.

La directrice musicale rimouskoise, aussi bassiste, Marie-Anne Arsenault, sera entourée du guitariste Raphaël D'Amours, du batteur Marc Chartrain, de la claviériste Andréanne Muzzo et de la choriste Julie Houde. Le Choeur

Gospel de l'École de musique du Bas-Saint-Laurent sera lui aussi de retour pour compléter la distribution et l'humoriste Marc-Antoine Lévesque reprendra son rôle comme animateur de la soirée.

Comme à l'habitude, l'équipe de production utilisera les meilleurs moments du spectacle pour en créer une émission de deux heures dans le cadre du Téléradiophon. Sa diffusion est prévue le dimanche 25 janvier

entre 10 h et 20 h sur toutes les télévisions communautaires de la région, ainsi que sur certains sites de médias partenaires, dont *Le Soir.ca*, ainsi que le site Internet de La Ressource.

L'objectif du 29^e Téléradiophon a été fixé à 300 000 \$. L'admission pour le spectacle est de 30 \$ jusqu'au 12 décembre. Par la suite, les billets coûteront 40 \$, en vente chez Spect'Art et dans les bureaux de La Ressource.



Le premier ministre du Québec, François Legault
Photo Vincent Rioux-Berrouard

Direction alarmante

Les semaines passent et la CAQ continue d'avancer son agenda politique et de déposer des projets de loi qui font couler beaucoup d'encre.

Au fur et à mesure que les analyses des projets qui sont sur la table s'approfondissent, une tendance inquiétante se dessine : les mesures de la CAQ risquent d'affaiblir l'état de droit.

C'est dans une rare sortie publique que le Barreau du Québec a récemment affirmé qu'il y avait actuellement des « menaces de l'effritement de l'état de droit » et qu'il se devait d'alerter la population dans le but que toutes et tous puissent contribuer à limiter les risques de dérives autoritaires. Dans cette sortie, il déplore que plusieurs projets de loi récemment présentés à l'Assemblée nationale du Québec présentent des dispositions qui empêchent la capacité des citoyens et des citoyennes à faire valoir leurs droits et leurs opinions.

Plusieurs éléments de ces projets de loi présentent des arguments pour le « bien commun » et au nom de l'efficacité comme prétexte pour limiter les contre-pouvoirs qui existent. Il semble malheureusement que ce soit notre démocratie qui risque d'en sortir

perdante. Lorsqu'on parle de l'état de droit, on parle entre autres des dispositions qui assurent qu'il y a une participation citoyenne aux processus décisionnels.

C'est aussi ce qui garantit le respect des droits et libertés fondamentales et qui assure la séparation entre les différents pouvoirs : législatifs, exécutif ou judiciaire. Par exemple : le gouvernement ne peut pas se mêler des décisions des tribunaux et il est lui-même soumis à des lois. Pour illustrer ce que ça peut faire, quand on affaiblit l'état de droit, on peut regarder comment la situation a dégénéré aux États-Unis.

C'est entre autres parce que différents mécanismes de contre-pouvoirs sont démantelés par l'administration Trump que des situations inconcevables surviennent. Quand la police ou le tribunal est utilisé au service d'une vision politique et que le gouvernement au pouvoir change les règles du jeu comme bon lui semble, il n'y a plus de remparts face à des dérives autoritaires.

Projets de loi 1-2-3

Plus concrètement, c'est à travers les récents projets de loi 1, 2 et 3 que l'on

observe des mesures inquiétantes. Si vous ne savez pas de quoi il est question, la loi 1 est la fameuse *Loi constitutionnelle sur le Québec*, la loi 2

« Quand le gouvernement change les règles du jeu, il n'y a plus de remparts face à des dérives autoritaires. »

concerne la prestation des services médicaux et la rémunération des médecins, et la loi 3 concernant les associations en milieu de travail, c'est-à-dire les syndicats. Dans chacune de ces lois, on retrouve des éléments qui s'écartent des valeurs québécoises et qui renforcent les pouvoirs de l'état.

Parmi les mesures qui sont inquiétantes, on trouve l'interdiction ou la limitation d'une organisation à recourir aux tribunaux pour contester la constitutionnalité d'une loi applicable au Québec, ou encore, la limitation de la capacité organisationnelle et

financière d'une institution, ou d'une association comme un syndicat, à faire valoir des opinions en justice ou sur la place publique. De façon similaire, dans la loi qui touche les médecins, le gouvernement interdit carrément aux médecins de prendre des moyens pour s'opposer à ce qui leur est demandé.

Les « droits » n'attirent pas les foules

À l'heure où l'on se parle, le projet de loi 1 sur la constitution n'est pas encore adopté. Je sais que, lorsqu'on parle de « droits », ça n'attire pas les foules. Pourtant, ça peut changer concrètement nos existences. On doit se réjouir de la démocratie dans laquelle on vit au Québec. Ce sont des générations de parlementaires qui l'ont bâti, avec l'apport de la société civile et des mouvements sociaux qui y ont contribué.

Ce n'est pas anodin que le Barreau du Québec ait décidé de tirer la sonnette d'alarme. Pendant que les projets de loi s'accumulent et que nous n'avons pas le temps de s'organiser ni de réagir, je vous invite à ne pas baisser la garde et à tendre l'oreille. On ne peut pas laisser la CAQ s'en tirer comme ça.



Nos routes affrontent un adversaire de taille : notre climat. Photo Johanne Fournier

Pourquoi nos routes ne sont-elles pas garanties 10 ans ?

Le festival des cônes orange et de la circulation en alternance tirent à leur fin. À l'approche de l'hiver, les chantiers routiers céderont bientôt le pas au ballet des charrues et des souffleuses à neige.

Mais, pourquoi, le printemps venu, nos routes requièrent-elles autant de travaux ? Pourquoi la construction de nos routes n'est-elle pas garantie dix ans comme n'importe quel électroménager, me demande un lecteur ? Tout simplement parce que nos routes affrontent un adversaire de taille : notre climat.

Le Québec possède un climat hostile pour les infrastructures routières. Selon les sources consultées, le sol gèle à une profondeur qui varie de 1,2 à 3 mètres pendant plus de quatre mois. Les cycles de gel et de dégel menacent l'intégrité des routes. Chaque fois que l'eau s'infiltre dans les fissures de la chaussée, celle-ci gèle et prend de l'expansion. Puis, elle dégèle et agit comme un marteau-piqueur invisible.

Les facteurs précurseurs des nids-de-poule incluent la présence de fissures à la surface du revêtement, attri-

buables à une multitude de causes. Sous l'action répétée des véhicules ainsi que des cycles de gel et de dégel, ces défauts s'aggravent. La situation est encore plus préoccupante dans la vallée du Saint-Laurent. Selon une étude de l'Université Concordia, une hausse du nombre de journées de transition durant l'hiver provoque des fluctuations de température conduisant à une dilatation et à une contraction répétées des molécules d'eau.

Fragilité maximale au printemps

Durant la période de dégel, la situation devient critique. La capacité portante des routes est réduite en période de dégel, leur solidité diminuant de 30 à 70 %, au point qu'un seul poids lourd en surcharge peut causer des dommages à la chaussée. C'est pourquoi le ministère des Transports impose des restrictions de charge aux camions.

Le drainage est mauvais en période de dégel et le problème peut être aggravé par un dégel rapide et un printemps pluvieux. Car, quand il y a de l'eau dans le sol, la capacité portante du sol est moins forte, a expliqué un ingénieur de l'Université Laval spécialisé en génie civil au collègue

Jean-Thomas Léveillé de *La Presse* en avril 2024.

Risque impossible à assumer

Imposer une garantie de 10 ans obligerait les entrepreneurs à assumer seuls le risque de conditions météorologiques. Le résultat ? Les coûts de construction exploseraient. Les entreprises ajouteraient des primes de risque à leurs soumissions pour se protéger contre l'incertitude. Les contribuables paieraient davantage, sans obtenir de meilleures routes.

« D'autres pays nordiques confrontés à des défis similaires aux nôtres ont développé des approches innovantes. »

D'autres pays nordiques confrontés à des défis similaires aux nôtres ont développé des approches innovantes.

La Finlande et la Norvège investissent massivement dans la recherche sur des matériaux résistants au gel et au dégel. Le Québec gagnerait à s'inspirer de ces modèles, même si cela implique des coûts initiaux plus élevés. Investir dans la qualité dès la construction coûte moins cher à long terme que réparer continuellement.

Repenser notre approche

La vraie question n'est peut-être pas « pourquoi nos routes ne sont-elles pas garanties dix ans ? », mais plutôt « comment construire des routes qui durent longtemps ? ». La réponse réside dans un changement de mentalité : privilégier la qualité sur le prix le plus bas lors des appels d'offres, investir dans des matériaux innovants et accepter que l'entretien préventif vaille mieux que la réparation d'urgence.

Nos routes reflètent un combat contre les éléments. Avec de la volonté politique, de l'innovation et des investissements judicieux, pourrait-on espérer réduire la fréquence de ce perpétuel recommencement de nos routes qui nous exaspèrent tant ?

Avis et emplois



Le SOIR

Votre rendez-vous hebdomadaire ✓

Chaque semaine, nous partageons l'information locale avec vous.



Avec une approche engagée, humaine et sur le terrain.

Avis public

Régie des alcools, des courses et des jeux

AVIS DE DEMANDES RELATIVES À UN PERMIS OU À UNE LICENCE

Toute personne, société ou association au sens du Code civil peut, dans les 30 jours de la publication du présent avis, s'opposer à une demande relative au permis ci-après mentionné en transmettant à la Régie des alcools, des courses et des jeux un écrit assermenté qui fait état de ses motifs, ou intervenir en faveur de la demande, s'il y a eu opposition, dans les 45 jours de la publication du présent avis.

Cette opposition ou intervention doit être accompagnée d'une preuve attestant de son envoi au demandeur ou à son procureur, par courrier recommandé ou certifié ou par signification à la personne, et être adressée à la Régie des alcools, des courses et des jeux, 200, chemin Sainte-Foy, bureau 400, Québec (Québec) G1R 1T3.

NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	NATURE DE LA DEMANDE	ENDROIT D'EXPLOITATION
RG 06 Inc. 725 Boulevard Perron Carleton-sur-Mer (Québec) G0C 1J0	Addition d'une localisation terrasse avec spectacles sans nudité et augmentation de la capacité du permis restaurant au 1er étage.	LE RESTAURANT UMI YAMA SUSHI LOUNGE 725 Boulevard Perron Carleton-sur-Mer (Québec) G0C 1J0 Dossier : 4137386

> P02 34 34-1

Québec

 Raymond Chabot inc.

Société affiliée de
Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
217, avenue Léonidas Sud
Bureau 3-A
Rimouski (QC) G3L 2T5
Tél.: (855) 724-2268
Télé.: (450) 676-2202
www.raymondchabot.com

DEMANDE DE SOUMISSIONS

RAYMOND CHABOT INC., syndic de l'actif de 9142-7104 Québec inc. « Restaurant au P'tit Goûter - Chez Bergeron » compagnie œuvrant dans le domaine de restauration, offre de vendre par soumissions les biens suivants :

Description des biens

LOT	Description des biens	Valeur selon l'évaluation municipale
LOT 1	Immeuble commercial sis au 118, avenue Beauséjour, Bonaventure (Québec) - Immeuble commercial sis au 118, avenue Beauséjour, Bonaventure (Québec), cadastre no 4312358, superficie 2 176,600 m ² ; - Incluant la chambre froide et l'ensemble comprenant la hotte considérées fixes à l'immeuble.	109 700 \$
LOT 2	Équipement de restaurant - Ensemble de mobilier commercial (banquettes, tables, chaises, etc.), système caisse, comptoir de préparation réfrigéré, friteuses au gaz propane, plaque de cuisson au gaz propane, réchaud à vapeur « Mike », lave-vaisselle « Moyer Diebel », etc.	Valeur marchande selon SIS services inc. 12 950 \$
LOT 3	Marchandises et fournitures - Contenants en plastique, sacs en papier, assiettes jetables, ustensiles jetables, verres jetables, etc.	Valeur au coût estimée selon SIS services inc. 1 000 \$

Pour plus d'information, veuillez consulter la section « Actifs à vendre » sur notre site internet au : www.raymondchabot.com ou communiquer avec Mme Caroline D'Amour à l'adresse courriel : damour.caroline@rcgt.com ou au (450) 445-5530.

Conditions de vente

Les modalités et conditions de vente s'appliquent à toutes les soumissions qui seront soumises. Elles font partie intégrante de la présente demande et il est de la responsabilité du soumissionnaire d'en obtenir une copie.

Examen des biens

Les biens pourront être examinés au 118, avenue Beauséjour, Bonaventure (Québec), le 5 décembre 2025 entre 11 h et 14 h.

Réception et ouverture des soumissions

Les soumissions doivent être reçues au bureau du syndic au 217, avenue Léonidas Sud, bureau 3-A, à Rimouski, dans la province de Québec ou par courriel au AppelOffres@rcgt.com, avant le 11 décembre 2025 à 10 h 30, heure à laquelle le syndic cessera de les recevoir. Le syndic prendra connaissance des soumissions à ce moment, sans la présence des soumissionnaires.

Fait à Rimouski, le 19 novembre 2025.

RAYMOND CHABOT INC.
Syndic autorisé en insolvabilité

GUILLAUME AMIOT, LL.B., PAIR, SAI
Responsable de l'actif

Le SOIR

Votre annonce

AURAIT PU ÊTRE ICI

Et vous auriez tapé dans le mille!



Contactez nos conseillers ou conseillères en solutions médias dès aujourd'hui



Chien de sang sans longe, un outil de plus au conducteur!

Après le port d'une arme à feu pour mettre fin à l'agonie d'un grand gibier blessé, les conducteurs de chiens de sang souhaitent un nouvel outil d'intervention, afin de réduire la durée des souffrances des bêtes mortellement atteintes.

Actuellement, le conducteur de chien de sang suit le gibier blessé avec son compagnon canin au bout d'une longe. Si l'animal est retrouvé agonisant, il met fin à ses souffrances. Un nouveau projet pilote, déposé récemment au ministère responsable de la Faune, permettrait au conducteur de lâcher son chien de sang pour freiner le gibier en fuite.

«Après avoir recueilli suffisamment d'indices, le conducteur lâcherait son chien afin de poursuivre le gibier blessé et bloquer sa fuite.»

«Toute recherche doit débuter avec le chien en longe. Quand on retrouve rapidement le gibier, la recherche prend fin. Parfois, l'animal blessé mortellement se relève et s'enfuit. On laisse alors passer un certain délai ou on poursuit en longe. Avec ce projet pilote, après avoir recueilli suffisamment d'indices qui confirment que la bête est en situation terminale, le conducteur pourrait lâcher son chien, muni d'un collier GPS, afin de

poursuivre le gibier blessé et bloquer sa fuite par les sons (abolements, grognements). Le conducteur le rejoint rapidement, trouve un corridor de tir sécuritaire et procède à son achèvement à courte portée de tir», explique le président provincial de l'Association des conducteurs de chiens de sang du Québec (ACCSQ), Sébastien Deschênes, en entrevue dans le cadre de l'émission radio et du balado «Rendez-Vous Nature».

Longe efficace, mais limitée

Selon ce dernier, les interventions actuelles avec des chiens en longe sont efficaces, mais limitées dans les cas où l'animal blessé est encore mobile. Le lâcher contrôlé permet de réduire les délais de récupération, d'éviter des souffrances prolongées des animaux et de renforcer l'éthique et l'image positive de la chasse.

«Ce qu'il faut surtout retenir, c'est qu'on demande au ministère d'avoir un nouvel outil pour réduire la durée des souffrances des bêtes atteintes mortellement, lesquelles sont souvent attribuables à de mauvais tirs et trop rapides, ou lorsqu'un gibier est trop loin. Ce qui se traduit souvent par des tirs de panse, de face, d'épaule, de cou, de tête, de mâchoires et de pattes. La mort d'un gibier victime d'un mauvais tir peut entraîner une très longue agonie, jusqu'à quelques jours de l'animal blessé», estime Sébastien Deschênes.

La demande de l'ACCSQ repose sur une série de plusieurs arguments très favorables et logiques à l'endroit de la grande faune. Le lâcher de chien de sang permettrait de réduire les délais de souffrance animale en permettant une intervention rapide des animaux



Selon le président de l'Association des conducteurs de chiens de sang du Québec, Sébastien Deschênes, à gauche, le lâcher du chien de sang deviendrait un nouvel outil pour freiner le gibier en fuite et éviter une agonie prolongée. Photo courtoisie

blessés lors d'une activité de chasse, et faciliterait la recherche avec des temps d'intervention plus courts. Le gibier ne serait pas poussé constamment par le conducteur et son chien sur de très longues distances, parfois même jusqu'à 10 à 12 kilomètres de l'endroit du tir.

Le lâcher évite le double abat

«Le lâcher éviterait aussi le double abattage. Lorsque le chasseur abandonne la recherche du gibier, parce qu'il croit avoir manqué sa cible, il recommence à chasser», ajoute Sébastien Deschênes. «Le lâcher du chien permettrait aussi d'améliorer l'image de la chasse en valorisant une pratique éthique et responsable et d'assurer la sécurité des conducteurs

et des accompagnateurs dans les zones de forêt dense où la visibilité et le passage sont difficiles et dangereux.

Le projet pilote sera supervisé par un comité composé de représentants de différents organismes et d'un chef de projet officiel désigné par le ministère. De 15 à 20 conducteurs aguerris seront formés, puis accrédités pour effectuer les lâchers. Sébastien Deschênes souhaite enclencher le projet pilote au printemps de 2026, d'abord en territoires structurés (réserves et zecs), dès la saison de la chasse de l'ours noir. Il insiste pour dire que son projet pilote respecte à 100 % la notion du mieux-être animal, qui demeure le but ultime recherché par l'ACCSQ.

Les Vikings dominant le classement

Avant le début de la saison, les Vikings du Rocher voulaient causer la surprise dans la Ligue de hockey senior de l'Est-du-Québec, après avoir cumulé l'an dernier une fiche peu reluisante d'une victoire et 15 défaites.



Jean-Philippe Thibault
jpthibault@lesoir.ca

Avec le tiers de ses rencontres déjà disputées, la formation du Rocher-Percé trône maintenant au sommet du classement général (avant les parties de cette fin de semaine). L'équipe cumule 8 points, ayant seulement échappé un match sur cinq; une défaite de 7-4 sur la route contre le Bar Laser de Causapscal à son plus récent duel.

C'est tout un revirement de situation pour l'entraîneur Shawn Moore, qui s'est montré confiant envers sa troupe dès le camp d'entraînement. Ce dernier se dit plus que satisfait du rendement de ses joueurs, lui qui espérait à tout le moins avoir une fiche positive à ce temps-ci de l'année.

«Je savais qu'on avait un bon club capable de rivaliser, mais quatre victoires, c'est au-dessus de nos attentes. C'est un très bon début de saison. On devient égoïste assez rapidement par contre; on espérait gagner le dernier match aussi. La défaite, je dirais que le score ne reflète pas complètement la *game*. Le gardien [Jean-Christophe Parent] a vraiment été dominant avec des arrêts clés.»

Déjà de la chimie

Individuellement, Remi Anglehart cumule 8 points jusqu'ici (6 buts et 2 passes). Il était au quatrième rang des pointeurs au moment de mettre sous presse. Le nouveau venu pilote le premier trio en compagnie de Nicholas Richard du Nouveau-Brunswick et de Jimmy Lelièvre.

Le deuxième est composé de Mathis Cyr, Thomas-Louis Horth et Alexis



Le Rocher rivalise contre toutes les formations de la Ligue de hockey senior de l'Est-du-Québec cette saison. Photo courtoisie Steve Beaudin

Boudreau. Le trio souffle actuellement le chaud et le froid. Cyr a déjà 7 points, alors que ses deux acolytes en ont chacun 10. L'arrivée de Horth, originaire de Paspébiac mais qui évoluait avec l'équipe de Mont-Joli l'an dernier puisqu'il étudiait au Cégep de Rimouski, a visiblement été salubre. Lui et Boudreau mènent la ligue au chapitre des points.

«En entrant Horth avec eux, on dirait que le trio a vraiment cliqué. Ça va

vraiment bien les trois ensemble. Ils font un job très efficace», analyse l'entraîneur. Leur moyenne d'âge est d'ailleurs de 19 ans, leur valant le sobriquet de trio des jeunes.

Globalement, si les Vikings étaient pris dans un cercle vicieux de défaites l'an dernier, c'est tout le contraire cette année avec un cercle vertueux de victoires. «Les étoiles se sont alignées en ce début de saison et on travaille fort pour que ça reste comme ça, précise

Les Vikings dominent cette saison dans la Ligue de hockey senior de l'Est-du-Québec. Photo courtoisie Vikings du Rocher-Percé

Shawn Moore. Que ce soit les anciens ou les nouveaux joueurs, l'ambiance; tout est positif. On rame tous dans le même sens. Quand les choses vont bien, c'est plus facile et tout le monde embarque dans le plan de match.»

«Il y a même une saine compétition qui amène du positif, ajoute l'entraîneur. C'est plus facile d'avoir nos joueurs dans une position gagnante. Quand tu perds tout le temps, des fois, ça te tente plus ou moins d'aller jouer le soir ou de faire un long voyage. Là, c'est le contraire; les gars veulent rester dans l'alignement. C'est un plus.»

Sachant bien que les choses peuvent tourner rapidement dans une ligue senior, l'homme derrière le banc préfère ne pas trop regarder loin devant. «J'y vais fin de semaine par fin de semaine. On ne veut pas trop se projeter», conclut-il.

À l'opposé, les Corsaires connaissent un début de saison difficile. La formation occupe l'avant-dernier rang avec 2 points en 5 matchs.

Joueur de ligne offensive avec les Tiger-Cats de Hamilton

Dumoulin-Duguay est prêt à rebondir

Le Rimouskois Nathaniel Dumoulin-Duguay vient de terminer sa deuxième année avec les Tiger-Cats de Hamilton dans la Ligue canadienne de football (LCF). Malgré une blessure qui a hypothéqué une partie de sa saison, il a confiance de retrouver sa place sur la ligne offensive de l'équipe en 2026.



Annie Levasseur
alevasseur@lesoir.ca

«J'ai joué à la position de centre. C'était nouveau pour moi. J'ai appris énormément parce que le centre est celui qui gère la ligne offensive. Je me suis beaucoup amélioré. Avant ma blessure, je pense que j'ai réussi à démontrer que je suis capable de jouer dans cette ligue. J'ai eu des rencontres avec les entraîneurs et ils ont confiance en moi», mentionne-t-il en entrevue avec *Le Soir*.

Cette blessure est survenue en août et il lui reste environ un mois de réhabilitation. Dumoulin-Duguay a confiance de retourner sur le terrain dès le début de la prochaine saison. «Mon ménisque était fini. J'ai dû être opéré. J'ai passé six semaines avec des béquilles. J'ai suivi et encouragé mon équipe après ma blessure. Ça a été quand même une très belle expérience, même si je ne jouais pas.»

Les Tiger-Cats ont été éliminés par les Alouettes de Montréal en finale de la division Est, le 8 novembre. Le joueur de 26 ans dit avoir un sentiment

Nathaniel Dumoulin-Duguay dans l'uniforme des Tiger-Cats de Hamilton
Photo courtoisie



Nathaniel Dumoulin-Duguay lors de sa sélection par les Tiger-Cats en compagnie de ses parents, Marie-Claude Duguay et Mario Dumoulin Mélançon. Photo courtoisie

particulier lorsqu'il affronte l'équipe du Québec. «J'ai beaucoup d'amis dans l'équipe, donc j'ai tout le temps une petite motivation de plus quand nous jouons contre Montréal. J'étais un peu

triste de perdre contre eux, mais nous avons tellement bâti une belle équipe pendant la saison, comparativement à l'année passée, que nous ne pouvons pas avoir la tête basse», indique celui qui est le premier Rimouskois à être repêché dans la LCF.

Nouvelle vie à Hamilton

Nathaniel Dumoulin-Duguay vit à Hamilton depuis le début de la saison 2024. Après une première année d'adaptation, il se plaît dans sa ville d'adoption. «La première année a été difficile, notamment avec l'anglais. Cette année, nous étions comme une famille et une équipe plus soudée. J'ai vraiment aimé mon année à Hamilton. Nous avons des partisans incroyables qui sont là à 100 % pour

nous encourager», exprime-t-il.

Dumoulin-Duguay a entamé son apprentissage du football avec les équipes Sélect de l'école Langevin-St-Jean et Paul-Hubert. Il a ensuite fait partie des Pionniers du Cégep de Rimouski, avant de se joindre au Rouge et Or de l'Université Laval, avec qui il a remporté la Coupe Vanier en 2022. Le fils de Marie-Claude Duguay et Mario Dumoulin Mélançon a finalement été repêché par Hamilton en première ronde, septième au total, lors du repêchage 2024 de la LCF.

«C'est un autre niveau. Tout est plus rapide, plus physique et tout va plus vite mentalement. Je pense que je suis rendu dans une bonne position pour jouer dans les prochaines années.»

Servir de modèle pour les jeunes de l'Est-du-Québec

Nathaniel Dumoulin-Duguay estime avoir trouvé sa place grâce au football après un parcours scolaire difficile. «Le football m'a donné une vie complète.»

Annie Levasseur

Comme membre des Tigers-Cats, le Rimouskois se dit bien conscient de l'influence qu'il peut avoir sur les

jeunes footballeurs du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. «Je me cherchais et je ne savais pas vers où me diriger. L'école n'était pas mon fort. J'ai retrouvé dans mon sport un sentiment de famille avec tout le monde qui s'encourage. C'est ma vie et j'adore ça», affirme-t-il.

S'il poursuit sa progression comme joueur de ligne, Dumoulin-Duguay

veut aussi servir d'exemple à l'extérieur du terrain, comme d'autres l'ont été avant lui lorsqu'il évoluait au niveau scolaire.

Possible de se rendre loin

«Beaucoup de jeunes m'écrivent et ça fait du bien. Certains me regardent en se disant que, même s'ils viennent d'un endroit qui n'est pas trop repré-

senté dans le football, c'est possible de se rendre aussi loin. C'est un honneur pour moi de représenter Rimouski.»

Installé à Québec pendant la saison morte, Nathaniel Dumoulin-Duguay a déjà recommencé l'entraînement en vue de son retour à Hamilton, en mai prochain.



L'OCÉANIC DE RIMOUSKI

Le gardien pourrait changer d'adresse durant les fêtes

William Lacelle toujours aussi dominant

Le nom de William Lacelle sera très souvent prononcé d'ici le 6 janvier 2026. Non seulement pour ses performances, mais aussi en marge de la période de transactions qui débutera le 19 décembre dans la LHJMQ.



René Alary
ralary@lesoir.ca

Son éblouissante performance de 39 arrêts dans la victoire de 1-0 à Drummondville, le 20 novembre, a fait beaucoup réagir. Bien qu'il soit devant le filet d'une équipe en reconstruction, Lacelle présente ses statistiques impressionnantes avec la meilleure moyenne d'efficacité de tous les gardiens de la ligue à .925 et la quatrième dans la colonne des buts alloués avec une moyenne de 2.41. Des statistiques avant les matchs de la fin de semaine.

Des recruteurs d'une vingtaine d'équipes de la LNH étaient dans les gradins du Centre Marcel-Dionne, jeudi. Lacelle a d'ailleurs déjà parlé à des représentants d'une dizaine d'équipes au cours des dernières semaines.

« Will est un compétiteur. Ce genre de situation va le rendre plus allumé. Il est intelligent. On est près de Montréal. Il sait que les dépisteurs allaient pouvoir le voir et il était prêt pour le match. Ce qui m'étonne, c'est qu'il a été ignoré pour le match des espoirs. Avec ses performances depuis le début de saison, il a démontré qu'il

était un espoir du prochain repêchage », a mentionné Joël Perrault au terme du jeu blanc de Lacelle.

Le Défi des Espoirs LCH / USA est présenté cette semaine, à Calgary et Lethbridge. Les meilleurs espoirs de la LCH affrontent l'équipe nationale des moins de 18 ans du Programme de développement de USA Hockey. La saison dernière, Lacelle a mérité le trophée Jacques-Plante remis au gardien présentant la meilleure moyenne de buts alloués ainsi que le trophée Raymond-Lagacé pour la recrue défensive.

Plus mature

« C'est une grosse année, mais je ne peux pas penser trop en avant et plutôt me concentrer sur le moment présent. Je veux m'améliorer de 1 % chaque jour, c'est ma mentalité en ce moment et ça va très bien », a expliqué le gardien dans un point de presse. Il se dit plus mature. « Je vois le jeu plus rapidement maintenant. L'an passé, j'étais plus jeune, les lancers entraient plus vite, juste avoir une année de plus, ça m'aide beaucoup. Le jeu a vraiment ralenti pour moi. »

Propos intéressants : le gardien étudie beaucoup ses adversaires. « Je dois vraiment prendre le temps de voir les autres équipes, d'analyser ce que les joueurs font. Encore plus cette année, parce que je reçois plus de lancers. Dimanche (le 16 novembre), dans les tirs de barrage, je savais que Reece Peitzsche allait prendre un tir



William Lacelle a été sans faille face aux Voltigeurs, jeudi dernier.
Photo Voltigeurs - Ghyslain Bergeron

frappé et c'est pour ça que j'ai fait le mouvement que vous avez vu. Quand je l'ai vu partir à gauche, je savais qu'il allait shooter », mentionne le gardien qui s'était beaucoup avancé pour fermer les angles.

Rotation avec Langevin

Il doit composer avec une rotation presque régulière avec Mathis Langevin, l'Océanic misant sur deux gardiens étiquetés no 1. Jusqu'au moment d'être blessé le printemps dernier, il jouait presque tous les matchs à son année de 17 ans.

« C'est certain que j'aimerais jouer tous les matchs, mais Iron sharpens iron (les gens s'améliorent et s'affinent mutuellement grâce aux défis), c'est bon nous deux, explique Lacelle,

dont la langue première est l'anglais. C'est comme ça que je pense en ce moment. Ce sont deux gardiens de but qui essaient de se pousser. C'est bon pour moi et Mathis en ce moment. »

L'Océanic est en reconstruction et il faut s'attendre à ce que l'un des deux gardiens soit inclus dans une transaction. Le contraire est pratiquement impossible. « Je ne pense pas trop à ça. J'essaie de donner mon meilleur sur la glace. Un de nous deux va se faire transiger. On va voir ce qui va se passer. Je ne le sais pas encore. »



SUIVEZ NOTRE
COUVERTURE
QUOTIDIENNE

Éditrice :
Louise Ringuet
Directeur régional de l'information :
Olivier Thériault

Le SOIR

Adjointe à l'éditrice et directrice du développement des affaires : Nadine Perron
Directrice adjointe régionale de l'information : Johanne Fournier

Journalistes :
René Alary
Alexandre D'Astous
Véronique Bossé
Dominique Fortier

Annie Levasseur
Bruno St-Pierre
Jean-Philippe Thibault

Conseiller-ère en solutions médias : Alexandre Bédard Lamer,
Rémi Côté et Hélène Houde
Coordonnatrice à la maquette et web : Mélanie Dardaiche
Coordonnateur expérience client et projets spéciaux : Frands Mimeault
Graphistes : Aude Robert-Gingras, Benoit Guérette
Développement web : Martin Ayotte Cummings

Publié par : Publications Le Soir Inc. ISSN : 2562-0126 (en ligne)



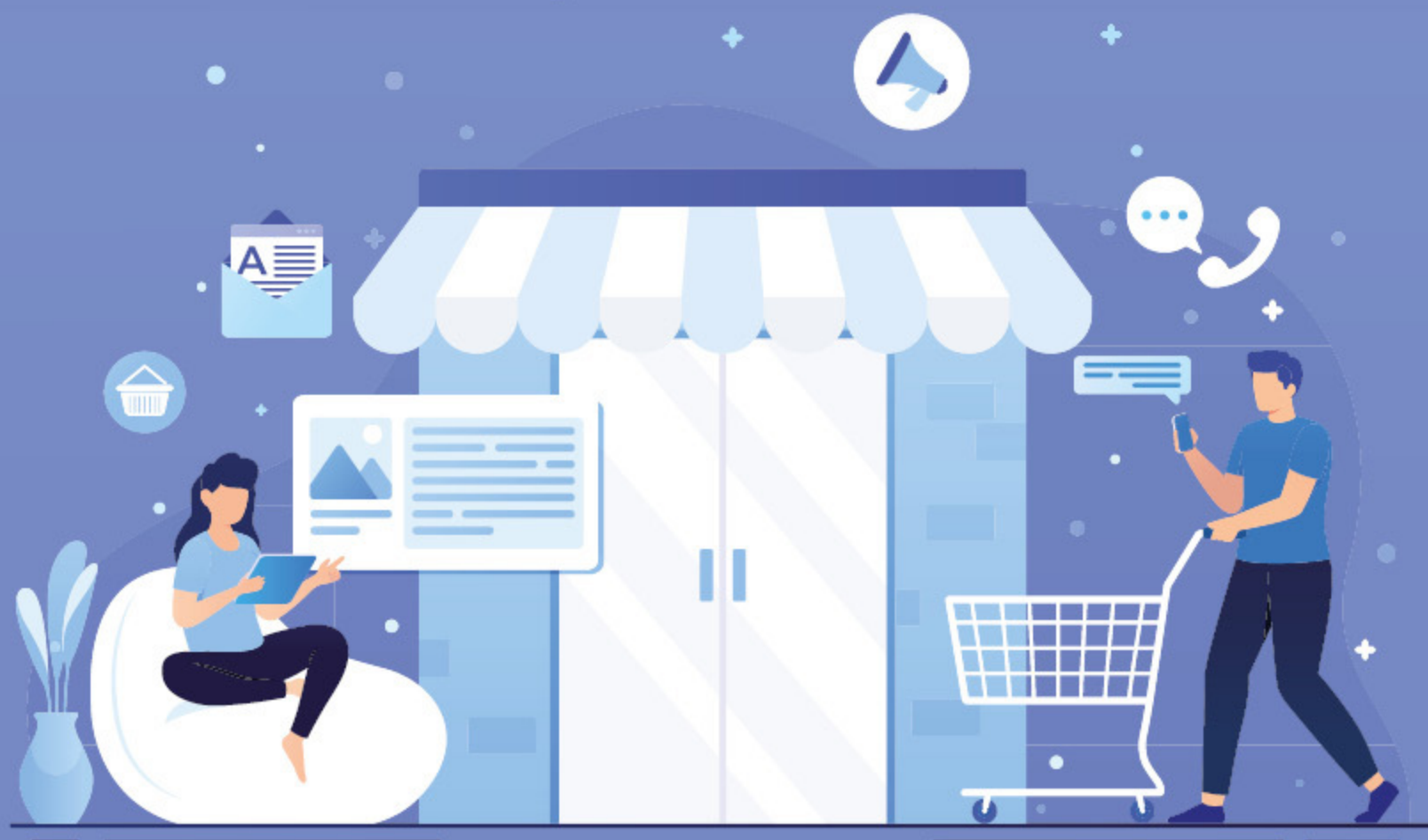
Nous reconnaissons
l'appui financier du
gouvernement du Canada

Canada

Québec

NOUVEAU SERVICE !

NOUS AFFICHONS VOS PETITES ANNONCES À PETITS PRIX



CONTACTEZ-NOUS

fmimeault@lesoir.ca
581 805-9908 poste 3240

Le SOIR